



Arrondissement de
SELESTAT-ERSTEIN

**Procès-Verbal des délibérations du Conseil Municipal
Séance du 05 juin 2023**

Nombre des conseillers élus : 15
Conseillers en fonction : 14
Conseillers présents : 9

Sous la présidence de Monsieur Denis RUXER
Maire de Saint-Pierre

Excusés : - Madame Nadia SCHWAB qui donne procuration à Monsieur Philippe MULLER,
- Madame Isabel DA MATA qui donne procuration à Madame Sandrine SOLLE
- Monsieur Laurent EISENECKER,
- Monsieur Francesco DE PALMA,

Absents : - Madame Estelle MONPEYSEN,
- Madame Stéphanie POOS,
- Madame Valérie CREUTZBURG.

ORDRE DU JOUR

1. **Adoption du procès-verbal de la séance du 03 avril 2023**
2. **Désignation du secrétaire de séance**
3. **Taux fiscalité directe locale 2023**
4. **Date réunion de la CCID**
5. **Rétrocession parcelles lotissement Lusthaeusel et Impasse des Meuniers**
6. **Mise en place et désignation du référent déontologique pour les élus**
7. **Délégation pouvoir Maire**
8. **École / RPI**
9. **Divers et communication**

1. Adoption du procès-verbal de la séance du 03 avril 2023

Le procès-verbal de la séance du 03 avril 2023 a été adopté à l'unanimité.

2. Désignation du secrétaire de séance

Conformément à l'article L121-14 du Code des Communes, le conseil municipal, après délibération et vote, à l'unanimité, décide de désigner un secrétaire de séance, en la personne de Monsieur Philippe MULLER.

Adopté à l'unanimité

3. Taux fiscalité directe locale 2023

Par délibérations des 17 mars 2022 et 03 avril 2023, le Conseil Municipal avait fixé les taux des impôts à :

- Taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale (TH) : 19,00 %
- Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) : 23,40 %
- Taxe Foncières sur les Propriétés Non Bâties (TFPNB) : 44,75 %

Or, suivant courrier avec accusé de réception en date du 21 avril 2023, la Préfecture du Bas-Rhin indique que « *dans le cadre des règles de lien précisées par l'article 1636 B sexies I.1.b.1 du CGI, le taux de cotisation foncière des entreprises et le taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale ne peuvent, par rapport à l'année précédente, être augmentés dans une proportion supérieure à l'augmentation du taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties ou, si elle est moins élevée, à celle du taux moyen des taxes foncières, pondéré par l'importance relative des bases de ces deux taxes pour l'année d'imposition.* »

Il est donc proposé au conseil municipal de maintenir le produit attendu en effectuant une augmentation proportionnelle de tous les taux de 0,026%, et de les porter à :

- TH : 18,69 %
- TFPB : 23,41 %
- TFNB : 44,76 %

Adopté à l'unanimité

4. Date réunion de la CCID

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'en vertu de l'article 1650 du CGI, il est institué dans chaque commune, une commission communale des impôts directs (CCID), qui est consultée sur la mise à jour des valeurs locatives foncières retenues comme bases de calcul des impôts directs locaux, et qui examine la liste 41 des changements affectant les propriétés de la communes et qui doit émettre un avis sur les mises à jour des procès-verbaux d'évaluation et sur la mise à jour des valeurs locatives foncières retenues pour les locaux à usage d'habitation et les propriété non-bâties.

Les listes 41 doivent étes soumises pour avis à la CCID avant la mise en recouvrement du rôle de taxe foncière soit avant le 31 août 2023.

Les élus nommés à cette commission sont donc invités à la réunion qui aura lieu le vendredi 21 juillet 2023 à 19h00.

5. Rétrocession parcelles lotissement Lusthaeusel et Impasse des Meuniers

5.1. Rétrocession parcelle lotissement LUSTHAEUSEL

Lors de la réalisation du lotissement rue du Lusthaeusel, la placette Section 8 n°99 qui dessert les maisons du lotissement est encore inscrite au nom de la SAS ALFA, anciennement SARL ERIKKA, qui était l'aménageur de ce lotissement.

La SAS ALFA a pris contact avec Monsieur le Maire et a confirmé par écrit son accord de rétrocéder cette parcelle à la commune pour l'euro symbolique. Les frais d'acte notarié seront pris en charge par la SAS ALFA.

En vue de régulariser cette situation, le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

- Approuve la rétrocession de cette parcelle cadastrée section 8 n°99 pour l'euro symbolique dans le domaine public de la commune,
- Indique que la commune va prendre contact avec la SAS ALFA concernant la prise en charge les frais d'acte notarié par cette dernière,

- Autorise Monsieur le Maire à prendre toute décision, à établir et à signer, au nom de la commune, tout documents et actes nécessaires auprès d'un notaire, pour cette transaction.

Adopté à l'unanimité

5.2. Rétrocession parcelle Impasse des Meuniers

Lors de la réalisation de l'Impasse des Meuniers, la placette Section 1 n°78 qui dessert les maisons de l'impasse est inscrite au nom de l'ensemble des propriétaires des habitants de l'impasse des Meuniers, chacun pour des quotes-parts indivises.

Monsieur le Maire prendra contact avec les co-propriétaires de cette parcelle pour les inviter à confirmer par écrit leur accord de rétrocéder cette parcelle à la commune pour l'euro symbolique. Les frais d'acte notarié seront pris en charge par la commune.

En vue de régulariser cette situation, le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

- Approuve la rétrocession de cette parcelle cadastrée Section 1 n°78 pour l'euro symbolique dans le domaine public de la commune, après accord de l'ensemble des co-propriétaires,
- Indique que la commune prend en charge les frais d'acte notarié,
- Autorise Monsieur le Maire à prendre toute décision, à établir et à signer, au nom de la commune, tout documents et actes nécessaires auprès d'un notaire, pour cette transaction.

Adopté à l'unanimité

6. Mise en place et désignation du référent déontologique pour les élus

Monsieur le Maire expose au conseil municipal le rapport suivant :

À la suite du déploiement du dispositif du référent déontologue pour les agents en 2016, le législateur a décidé d'instaurer un dispositif similaire pour les élus (article L. 1111-1-1 du code général des collectivités territoriales).

Un décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l' élu local prévoit l'entrée en vigueur du dispositif pour le 1er juin 2023 sur le fondement d'une délibération de l'assemblée délibérante désignant cette nouvelle autorité.

Il est proposé à l'organe délibérant de retenir le collège des référents déontologues mis en œuvre par le centre de gestion du Bas-Rhin pour le référent déontologue des élus.

Ce collège est mutualisé avec les Centres de gestion du Territoire de Belfort (90) et du Haut-Rhin (68) et permet de traiter les demandes d'avis par un collège de trois magistrats administratifs et judiciaires.

Ce référent déontologue pourra conseiller tout élu local sur les questions suivantes :

- L'impartialité, la diligence, la dignité, la probité et l'intégrité.
- La primauté du seul intérêt général dans l'exercice de son mandat (excluant donc un intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier).
- La prévention de tout conflit d'intérêts.
- L'utilisation strictement limitée des ressources et moyens mis à sa disposition à l'exercice de son mandat.
- La prévention de la prise de mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions.
- La participation assidue aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné.
- Les questions liées à sa responsabilité devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions.

Le demandeur présente sa question par courriel et se voit proposer en retour une réponse sous forme d'avis, publié ensuite sur le site internet du référent déontologue de façon anonymisée.

Un arrêté du 6 décembre 2022 fixe les tarifs réglementaires à 300 euros pour le président du collège lorsque les missions de référent déontologue sont assurées par un collège et à 200 euros maximum pour la participation effective à une séance du collège d'une demi-journée. Ces tarifs sont englobés dans les frais de gestion de service fixés par le centre de gestion selon les modalités suivantes, en application de sa délibération du 15 mars 2023 :

	Collectivité affiliée	Collectivité non affiliée
• Coût / jour	800 euros	1000 euros
• Coût / 1 demi-journée	400 euros	500 euros
• Coût horaire	125 euros	150 euros

Le conseil municipal, après en avoir délibéré décide :

- De désigner le collège des référents déontologues des Centres de gestion 67-68-90 comme référent déontologue des élus.
- D'autoriser le Maire à signer tous les documents et conventions y afférant ainsi que les avenants de mise à jour qui pourraient être proposés ultérieurement.
- Approuve les tarifs de saisine du référent déontologue des élus
- D'adopter la charte d'engagement déontologique et éthique des élus figurant en annexe de la présente délibération et de la convention d'adhésion signée avec le Centre de gestion.

Adopté à l'unanimité

7. Délégation pouvoir Maire

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que le SDEA souhaite effectuer des travaux de création d'une tranchée drainante dans l'emprise du chemin rural Spiegelgassel situé section 11 du ban communal de Saint-Pierre.

Afin de permettre la réalisation de ces travaux, le conseil, après en avoir délibéré, autorise le Maire à signer tous documents nécessaires à cette opération (conventions, demande de travaux, arrêtés...).

Adopté à l'unanimité

8. Ecole / RPI

8.1. Grille tarifaire 2023/2024

Au vu de la création du RPI entre les communes de Saint-Pierre et d'Eichhoffen pour la rentrée 2023/2024 et la création d'un service de cantine scolaire à midi et d'un accueil extrascolaire le soir, entre ces deux communes, il y a lieu de délibérer sur les tarifs qui seront appliqués pour ce service.

Monsieur le Maire explique au conseil municipal le mode de calcul et les deux forfaits qui seront proposés aux familles : un forfait 4 jours midi et un forfait 4 jours midi et soir. Il est rappelé que la grille tarifaire est établie suivant un accueil permanent et tient compte des tarifs établis par l'AGF du Bas-Rhin.

Le montant forfaitaire sera appliqué tous les mois, sur 10 mois soit à partir de septembre (date de la première facture en octobre) jusqu'à juin (date de la dernière facture en juillet), et tient compte des vacances scolaires et des jours fériés qui seront proratisés dans le calcul.

Le conseil, après en avoir délibéré, décide d'approuver et d'appliquer la grille tarifaire suivante pour l'année 2023/2024 :

- Forfait 4 jours midi : 167 € par mois / 10 mois
- Forfait 4 jours midi et soir : 251 € par mois / 10 mois.

Adopté à l'unanimité

8.2. Création poste responsable d'accueil extrascolaire

Monsieur le maire expose au Conseil Municipal qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel, pour la rentrée scolaire 2023/2024 pour la surveillance des enfants sur le temps de la cantine scolaire du midi et de l'accueil extrascolaire du soir (repas et activités). A compter du 1^{er} septembre 2023 il y a lieu de créer un emploi non permanent dans le grade d'adjoint territorial d'animation relevant de la catégorie hiérarchique C à temps non complet pour une durée hebdomadaire de service de 20 heures, recruté par voie de CDD pour une durée de 12 mois maximum, renouvelable une fois.

Il devra justifier au minimum d'un diplôme BAFA et d'une expérience professionnelle dans le domaine de l'animation ou auprès des enfants.

La rémunération de l'agent sera calculée par référence à l'indice brut 368.

Le conseil, après en avoir délibéré, décide :

- La création d'un emploi non permanent de responsable d'accueil extrascolaire dans les conditions ci-dessus énoncées,
- De charger Monsieur le Maire de procéder au recrutement de cet agent et de prendre les actes nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur,
- De procéder à la déclaration de création d'emploi auprès du Centre de Gestion de la Fonction Publique du Bas-Rhin, dans les conditions et les délais fixés.

Adopté à l'unanimité

9. Divers et communication

- Monsieur le Maire demande à l'ensemble des conseillers municipaux, s'ils acceptent de communiquer leurs coordonnées à des fins sénatoriales et afin d'obtenir directement des informations de la part de la sénatrice du Bas-Rhin, Madame Laurence MULLER-BRONN.
- Nous avons réceptionné en avril un mail d'un habitant demandant si la commune participe à une aide financière concernant l'installation d'une chaudière à pellets. Après discussion, le conseil municipal décide de ne pas attribuer d'aide pour l'achat d'un nouveau système de chauffage, l'Etat proposant déjà des subventions, des aides et des primes énergies sur ce sujet.
- Monsieur le maire informe le conseil qu'il y aura deux réunions publiques, avec les riverains concernés, à propos d'un nouveau projet de stationnement dans ces deux rues :
 - Le lundi 12 juin 2023 à 18h30 pour la rue principale,
 - Le lundi 19 juin 2023 à 18h30 pour la rue de l'église.
- Monsieur le maire informe également le conseil d'une réunion le vendredi 16 juin 2023 à 18h30 pour l'organisation de Festi'Pierre.

Monsieur Philippe MULLER
Secrétaire de séance

Saint-Pierre, le 6 juin 2023

Monsieur Denis RUXER,
Maire de Saint-Pierre



